

**Assemblée générale**

Distr. générale
14 janvier 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-septième session,
26-30 août 2013**

N° 27/2013 (Émirats arabes unis)

Communication adressée au Gouvernement le 20 juin 2013

Concernant: Rami Shaher Abdel Jalil al-Mrayat

Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.
2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:
3. a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);
4. b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-10247 (F) 270314 280314



* 1 4 1 0 2 4 7 *

Merci de recycler



5. c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

6. d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

7. e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

8. Le cas a été rapporté au Groupe de travail sur la détention arbitraire comme suit:

9. Rami Shaher Abdel Jalil al-Mrayat (رامي شاهر عبد الجليل المرعات), citoyen jordanien né à Amman en septembre 1987, réside avec ses parents à Abu Dhabi, Émirats arabes unis. M. Al-Mrayat travaillait comme technicien pour la *Gulf Aircraft Maintenance Company* à Abu Dhabi.

10. En novembre 2010, M. Al-Mrayat a demandé un visa pour une visite de quatre jours à sa fiancée qui vivait en République islamique d'Iran. Il s'est de nouveau rendu en République islamique d'Iran en avril 2011, pour trois jours, afin de préparer son mariage.

11. Le 20 juillet 2011, M. Al-Mrayat a reçu des services de sécurité des Émirats arabes unis un appel lui demandant de rencontrer des agents pour répondre à des questions sur son voyage. Plusieurs jours après, M. Al-Mrayat a de nouveau reçu un appel des mêmes agents. Selon la source, ceux-ci lui ont fourni un appareil moderne d'enregistrement qui ressemblait à une clef de voiture et lui auraient demandé d'aller à l'ambassade d'Iran pour y rencontrer un employé appelé Hassan Nouri, et d'enregistrer la conversation qu'il aurait avec ce dernier, pour demander à l'intéressé quels étaient les documents requis et les procédures à suivre pour son mariage. La source indique que M. Al-Mrayat a pris peur et s'est senti menacé par les services de sécurité des Émirats arabes unis, ce qui l'a poussé à suivre les instructions reçues et à se rendre à l'ambassade d'Iran, où il aurait discuté des procédures du mariage avant d'en repartir. L'appareil d'enregistrement lui a ensuite été immédiatement retiré par les services de la sécurité d'État.

12. Trois mois plus tard, M. Al-Mrayat a trouvé un nouvel emploi en Jordanie. Il a signé un contrat de stagiaire pour devenir pilote professionnel dans une compagnie appelée *Jordan Aviation* à Amman. En octobre 2011, M. Al-Mrayat a démissionné de son poste à la *Gulf Aircraft Maintenance Company* et a annulé son visa de travailleur afin d'organiser son retour en Jordanie pour y prendre son nouvel emploi.

13. Le 19 novembre 2011, M. Al-Mrayat était sur le point de quitter les Émirats arabes unis pour se rendre en Jordanie. Après avoir reçu sa carte d'embarquement, il lui a été dit au poste de contrôle de l'immigration de l'aéroport international d'Abu Dhabi qu'il n'était pas autorisé à quitter le pays, et a été emmené par les agents des services de la sécurité d'État.

14. M. Al-Mrayat aurait été emmené par six hommes, habillés des vêtements traditionnels blancs émiratis, et par une policière à l'appartement de ses parents, où il vivait.

Les parents de M. Al-Mrayat et son jeune frère ont été priés de s'asseoir tandis que les six hommes procédaient à une fouille complète de l'appartement sans avoir présenté un quelconque mandat ou document officiel. Après une fouille de deux heures, ils auraient saisi des ordinateurs portables et des disques compacts appartenant au père de M. Al-Mrayat et à son petit frère, de même que tous les effets de M. Al-Mrayat, y compris de l'argent (7 100 dollars des États-Unis et 8 000 dirhams des Émirats arabes unis); ils ont fait savoir aux parents qu'ils allaient emmener M. Al-Mrayat à «la maison d'hôtes» et que celui-ci reviendrait dans les vingt-quatre heures.

15. La source indique que M. Al-Mrayat a été emmené dans un centre de détention, où il n'a pas eu accès à un avocat ni à sa famille, et que l'intéressé a été gravement torturé durant les premières semaines de sa détention. Il aurait été injurié et empêché de s'asseoir et de dormir durant toute la première semaine de son arrestation. Selon les informations reçues, des douleurs aiguës lui auraient été infligées par des chocs électriques au moyen d'une chaise électrique et il a été battu plusieurs fois. M. Al-Mrayat aurait toujours eu les yeux bandés quand il était battu. Il aurait été contraint de signer des aveux dans lesquels il disait espionner les Émirats arabes unis pour la République islamique d'Iran.

16. Le 4 avril 2012, M. Al-Mrayat a été transféré à la prison Al-Wathba et a pour la première fois eu accès à un avocat. Il a comparu devant la Cour suprême fédérale le 28 mai 2012. Le 30 juillet 2012, il a été condamné à une peine de cinq ans d'emprisonnement, qui aurait été fondée sur les aveux obtenus sous la torture.

17. Selon la source, le procès de M. Al-Mrayat a commencé le 28 mai 2012; à la date du 23 juillet, six audiences n'excédant pas quinze minutes chacune s'étaient tenues, et le tribunal a rendu son verdict le 30 juillet 2012, condamnant M. Al-Mrayat à une peine de cinq ans d'emprisonnement, ce qui constitue la peine la plus lourde pour pareil cas. Du fait que son cas a été directement soumis à la Cour suprême fédérale, la décision est définitive et n'est pas susceptible d'appel. La source fait observer que M. Al-Mrayat n'a jamais été traduit devant un tribunal de première instance. La décision de renvoi direct devant la Cour suprême fédérale n'aurait pas été motivée par le procureur, et constitue une violation de la Constitution des Émirats arabes unis, dont l'article 25 dispose que «tous les citoyens sont égaux devant la loi» et dont l'article 40 aussi dispose que «les étrangers jouissent des mêmes droits et libertés garantis par les conventions et traités internationaux auxquels les Émirats arabes unis sont parties». Dès lors, il semble qu'il ne puisse exister de raison justifiant le jugement de M. Al-Mrayat directement par la Cour suprême fédérale sans que l'intéressé ait d'abord été traduit devant un tribunal de première instance.

18. La source affirme que l'article 67 de la loi relative à la Cour suprême fédérale énonce que «les décisions de la Cour suprême sont définitives et contraignantes à l'égard de tous et ne sont susceptibles d'appel par aucun moyen de recours, sauf dans le cas d'arrêts rendus par contumace en matière pénale». L'absence de possibilité pour M. Al-Mrayat d'interjeter appel de la peine qui lui a été infligée est contraire aux principes fondamentaux des normes internationales d'un procès équitable ainsi qu'à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui dispose que «[t]oute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle».

19. La source affirme qu'aucun élément matériel de preuve mettant en cause M. Al-Mrayat n'a été produit durant le procès. Bien qu'une fouille complète de la maison ait eu lieu, que l'intéressé ait été accusé d'avoir appelé M. Hassan Nouri, «un agent de renseignement iranien», qu'il y ait eu confirmation que M. Al-Mrayat avait fait l'objet d'une surveillance pendant un an et demi, le procureur n'a produit aucune cassette, aucun enregistrement vidéo ou photographie mettant en cause M. Al-Mrayat. La source soutient que l'absence de tout élément matériel de preuve durant le procès implique que

M. Al-Mrayat a été condamné sur la seule base de ses aveux, qui auraient été obtenus sous la torture. De surcroît, M. Al-Mrayat et son avocat n'ont été autorisés à présenter des arguments dans aucune des audiences. L'avocat de M. Al-Mrayat a seulement été autorisé à assister au procès et à déposer un mémorandum écrit à l'ouverture du procès.

20. Les Émirats arabes unis ont adhéré à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Convention sur la torture) le 19 juillet 2012. Pourtant, la source indique que M. Al-Mrayat a été gravement torturé et détenu au secret avant son transfert à la prison Al Wathba. Il a été battu, privé de sommeil, injurié, a été soumis à des chocs électriques et n'avait aucun contact avec le monde extérieur cent trente-quatre jours durant. La source allègue que des aveux obtenus sous la torture ont été utilisés contre M. Al-Mrayat durant son procès et que cela constitue une violation de la Convention sur la torture et de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui énonce que «[n]ul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants».

21. La source soutient que la détention de M. Al-Mrayat constitue aussi une violation des normes internationales relatives à un procès équitable, définies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 9 et 10. Par ailleurs, l'article 8 de la Déclaration dispose que «[t]oute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi». La source soutient aussi que le droit d'une personne de contester la base juridique de sa détention constitue une composante essentielle du droit garantie à l'article 8 de la Déclaration; pourtant, M. Al-Mrayat n'a pas été autorisé à une requête en *habeas corpus*, comme cela est prescrit dans le principe 32 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (annexe à la résolution 43/173 de l'Assemblée générale). Selon la source, le cas de M. Al-Mrayat démontre qu'une telle inobservation des normes internationales relatives au procès équitable confère à la détention de celui-ci un caractère arbitraire.

Réponse du Gouvernement

22. Le Groupe de travail a transmis les allégations qui précèdent au Gouvernement et lui a demandé de lui faire parvenir, dans sa réponse, des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Al-Mrayat et des éclaircissements sur les dispositions juridiques justifiant le maintien de l'intéressé en détention. Le Groupe de travail regrette de n'avoir pas reçu de réponse du Gouvernement.

Délibération

23. Bien que n'ayant reçu aucun renseignement du Gouvernement, le Groupe de travail estime que, en se fondant sur les informations reçues, il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Al-Mrayat conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

24. Pour commencer, le Groupe de travail relève que les Émirats arabes unis ne sont pas signataires de nombreuses conventions relatives aux droits de l'homme, et que les procédures spéciales des Nations Unies – telles que le présent Groupe de travail – font partie des quelques mécanismes de supervision internationale des droits de l'homme qui disposent d'un mandat incluant les Émirats arabes unis.

25. Le Groupe de travail va d'abord examiner les questions juridiques relatives aux aveux comme moyen de preuve et au droit de bénéficier de l'assistance d'un conseil et d'être représenté en justice. Le cas concerne un individu qui a été jugé, puis condamné, sur la base d'aveux qui auraient été obtenus sous la torture. Aucun avocat ne lui aurait été fourni durant son interrogatoire.

26. Les garanties d'un procès équitable énoncées à l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme constituent le fondement de prescriptions plus détaillées concernant l'exclusion du témoignage contre soi-même et le droit de bénéficier d'un conseil et d'être représenté en justice ainsi que d'autres mesures de protection dans le cas des aveux comme moyen de preuve¹. Dans sa jurisprudence relative à la torture et aux aveux comme moyen de preuve, de même que dans son interprétation du droit international coutumier, le Comité des droits de l'homme a dit que les dispositions de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques «doi[ven]t s'entendre comme interdisant toute contrainte physique ou psychologique, directe ou indirecte, des autorités d'instruction sur l'accusé dans le but d'obtenir un aveu»². Le Groupe de travail a invoqué de nombreuses fois cette jurisprudence, de même que sa délibération n° 9 sur la définition et le champ d'application de la privation arbitraire de liberté au regard du droit international coutumier³.

27. Dans l'affaire *Bondar c. Ouzbékistan*⁴, le Comité a conclu à des violations des alinéas *b* et *d* du paragraphe 3 du Pacte, la victime n'ayant pas bénéficié de l'assistance d'un avocat durant son interrogatoire et s'étant vu refuser le droit de se faire assister par un avocat de son choix. Le Comité des droits de l'homme a aussi conclu à une violation distincte de l'alinéa *g* du paragraphe 3 de l'article 14, concernant les aveux obtenus sous la torture⁵.

28. Le Groupe de travail rappelle, en y souscrivant, l'Observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable en ce qui concerne les aveux obtenus sous la torture, cette observation reflétant le droit international coutumier en vertu de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme:

29. «Enfin, l'alinéa *g* du paragraphe 3 de l'article 14 garantit le droit de ne pas être forcé de témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable. Il faut comprendre cette garantie comme l'obligation pour les autorités d'instruction de s'abstenir de toute pression physique ou psychologique directe ou indirecte sur l'accusé, en vue d'obtenir une reconnaissance de culpabilité. Aussi est-il d'autant plus inacceptable de traiter l'accusé d'une manière contraire à l'article 7 du Pacte pour le faire passer aux aveux. La législation interne doit veiller à ce que les déclarations ou aveux obtenus en violation de l'article 7 du Pacte ne constituent pas des éléments de preuve, si ce n'est lorsque ces informations servent à établir qu'il a été fait usage de la torture ou d'autres traitements interdits par cette disposition et à ce qu'en pareil cas il incombe à l'État de prouver que l'accusé a fait ses déclarations de son plein» (par. 41).

¹ Voir la délibération du Groupe de travail dans l'avis 40/2012 (Maroc) et la jurisprudence qui y est invoquée.

² Voir l'avis 40/2012 (Maroc) du Groupe de travail, en particulier le paragraphe 42 et la jurisprudence invoquée, notamment les communications du Comité des droits de l'homme n° 253/1987, *Kelly c. Jamaïque*, constatations adoptés le 8 avril 1991, par. 5.5; n° 330/1988, *Berry c. Jamaïque*, constatations adoptées le 4 juillet 1994, par. 11.7; n° 1033/2001, *Singarasa c. Sri Lanka*, constatations adoptées le 21 juillet 2004, par. 7.4; n° 912/2000, *Deolall c. Guyane*, constatations adoptées le 1^{er} novembre 2004, par. 5.1; n° 1769/2008 *Bondar c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 25 mars 2011, par. 7.6. Voir aussi la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, en particulier les affaires *Tibi c. Équateur*, série C, n° 114, 7 septembre 2004, par. 146; *Maritza Urrutia c. Guatemala*, série C, n° 103, 27 novembre 2003, par. 93; *Cantoral-Benavides c. Pérou*, série C, n° 69, 18 août 2000, par. 104.

³ A/HRC/22/44, par. 37 à 85.

⁴ Communication n° 1769/2008 du Comité des droits de l'homme, *Bondar c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 25 mars 2011, par. 7.4.

⁵ Ibid., par. 7.6.

30. L'interdiction de la torture et l'obligation de prévention de la torture qu'impose le droit international constituent des fondements qui vont au-delà et qui sont indépendants des garanties d'un procès équitable pour exclure les aveux en tant que moyens de preuve sans accès de l'accusé aux services d'un avocat. Outre l'interdiction de la torture prescrite à l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 2 de la Convention contre la torture aussi impose de très nombreuses responsabilités aux États parties en matière de prévention de la torture (en particulier l'article 11), et les Émirats arabes unis sont signataires de cette Convention.

31. Le Groupe de travail rappelle aussi l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Belgique c. Sénégal* (2012)⁶, dans lequel la Cour dit ce qui suit:

32. «Selon la Cour, l'interdiction de la torture relève du droit international coutumier et elle a acquis le caractère de norme impérative (*jus cogens*).

33. Cette interdiction repose sur une pratique internationale élargie et sur l'*opinio juris* des États. Elle figure dans de nombreux instruments internationaux à vocation universelle (notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948; les Conventions de Genève pour la protection des victimes de guerre de 1949; le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966; la résolution 3452/30 de l'Assemblée générale sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en date du 9 décembre 1975), et elle a été introduite dans le droit interne de la quasi-totalité des États; enfin, les actes de torture sont dénoncés régulièrement au sein des instances nationales et internationales».

34. Le Groupe de travail rappelle aussi à cet égard les préoccupations et les recommandations du Comité contre la torture et du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En invoquant l'article 2 de la Convention sur la torture, la Cour internationale de Justice a fait observer dans l'arrêt qu'elle a rendu en l'affaire *Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro* (2007) que le «[l]e contenu de l'obligation de prévention vari[ait] d'un instrument à l'autre, selon le libellé des dispositions pertinentes et en fonction de la nature même des actes qu'il s'agit de prévenir»⁷. Dans son Observation générale n° 2 (2008), le Comité contre la torture déclare que l'obligation de prévenir la torture est de «portée large»⁸. Le Comité indique en outre que le contenu de l'obligation n'est pas statique: «[L]es mesures que le Comité considère efficaces et recommande d'adopter sont en constante évolution»⁹, de sorte que les moyens efficaces de prévention ne sont pas limités aux «mesures énoncées dans les articles 3 à 16 [de la Convention]»¹⁰.

35. En outre, dans ses recommandations générales, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹¹ met l'accent sur le fait qu'une déclaration ou des aveux obtenus d'une personne privée de liberté, s'ils n'ont pas été faits en présence d'un juge ou d'un avocat, ne devraient pas avoir force probante devant un tribunal, pas davantage qu'une déposition obtenue d'un détenu dans un lieu non officiel

⁶ Cour internationale de Justice, *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*, arrêt du 20 juillet 2012, par. 99.

⁷ Cour internationale de Justice, *Application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)*, arrêt du 26 février 2007, par. 429 (p. 181).

⁸ Voir Comité contre la torture, Observation générale n° 2 (2008) sur l'application de l'article 2 par les États parties, par. 3.

⁹ Ibid., par. 4.

¹⁰ Ibid., par. 1.

¹¹ Voir E/CN.4/2003/68, par. 26 e).

de détention et qui ne serait pas confirmée lors de son interrogatoire dans un lieu officiel ne devrait être admise en preuve par les tribunaux:

36. «Les interrogatoires devraient se dérouler uniquement dans des centres officiels et les législations devraient supprimer les lieux de détention secrets. Le fait pour un fonctionnaire quelconque de retenir une personne dans un lieu de détention secret et/ou illégal devrait être un délit passible de sanctions. Toute déposition obtenue d'un détenu dans un lieu de détention illégal et qui ne serait pas confirmée par le détenu lors de son interrogatoire dans un lieu officiel devrait être déclarée irrecevable par les tribunaux. Les aveux obtenus d'une personne privée de liberté, s'ils n'ont pas été faits en présence d'un juge ou d'un avocat, ne devraient pas avoir force probante devant la cour qu'en tant qu'élément de preuve à l'encontre des personnes accusées de les avoir obtenus par des moyens illégaux».

37. L'un des objectifs de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est de fournir une protection contre toute pression directe ou indirecte des autorités de l'instruction sur l'accusé en vue d'obtenir une reconnaissance de culpabilité. Le droit de ne pas témoigner contre soi-même et de disposer d'un conseil ne constitue pas une mesure de protection des intérêts d'un individu seulement, mais aussi de la société dans son ensemble, comme il crée une confiance dans la procédure judiciaire et en renforce l'efficacité, de sorte que ceux dont la culpabilité ou l'innocence pourrait être déterminée par l'invocation d'aveux faits dans des moments de vulnérabilité se trouvent suffisamment protégés, ce qui favorise la confiance dans la fiabilité de tels éléments de preuve. Des aveux faits par un accusé sans qu'il ait eu accès à un avocat ne sauraient être admis en preuve dans une procédure pénale. Cela s'applique aux aveux faits à quelque étape que ce soit de l'instruction, avant, pendant ou après toute période de détention.

38. Dans le cas dont est saisi le Groupe de travail, les aveux ont été faits durant la phase de l'instruction, sans que l'accusé ait bénéficié de l'assistance d'un avocat. Il s'agit là d'une violation de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

39. En l'espèce, la source allègue que les aveux ont été obtenus sous la torture. Les accusations de torture et l'absence d'éléments de preuve de corroboration des aveux font en outre obstacle à l'acceptation des aveux à un procès. Le cas dont est saisi le Groupe de travail met en relief les questions de l'invocation d'aveux comme éléments de preuve. Le droit à un procès équitable requiert un examen approfondi des questions relatives aux aveux en tant qu'éléments de preuve de façon générale; rien ne prouve qu'un tel examen ait eu lieu en l'espèce. Une enquête indépendante doit aussi être faite lorsque des allégations de torture sont formulées; rien ne prouve que pareille enquête ait été menée en l'espèce. Même si cela avait été le cas, la norme d'appréciation des actes du Gouvernement, par les organismes internationaux de supervision comme le présent Groupe de travail, serait devenue particulièrement élevée eu égard aux allégations d'une violation des droits de l'homme. Dès lors, une violation de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme a aussi été commise.

40. Le Groupe de travail conclut que, en l'espèce, une violation des articles 5, 9 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été commise et que le cas relève de la catégorie III des critères de la détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandation

41. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Rami Shaher Abdel Jalil Al-Mrayat est arbitraire, étant contraire aux articles 5, 9 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Elle relève de la catégorie III des critères de la détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

42. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Al-Mrayat et de rendre celle-ci conforme aux normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, une réparation appropriée consisterait à libérer M. Al-Mrayat et à lui accorder le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

43. Conformément à l'article 33 a) de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail juge utile de référer les allégations de torture au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent.

44. Le Groupe de travail relève que, lors de l'Examen périodique universel de 2013, les Émirats arabes unis ont déclaré qu'ils envisageaient d'adhérer aux conventions des Nations Unies¹². Il encourage les Émirats arabes unis à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 29 août 2013]

¹² A/HRC/23/13, par. 11.